

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **COMP-01** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Astrid Cousin**  [**Astrid.cousin@ec.europa.eu**](mailto:Astrid.cousin@ec.europa.eu)  **+32 2 296 66 02**  1  **3ème trimestre 2020[[1]](#footnote-1)**  **1 an1**  **☒** **Bruxelles** □ **Luxembourg** □ A**utre: ……………….** |
|  | **☒  Avec indemnités** □  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

L’objectif de l’unité « Priorités de la Commission et coordination stratégique », directement rattachée au Directeur Général, est d’assurer une intégration efficace de la politique de concurrence dans le cadre général des priorités de la Commission et de garantir une reconnaissance suffisante quant à la nécessité d’assurer la double transition sur la transformation verte et numérique, avec une intégration plus poussée du marché unique, dans les politiques transversales de la Commission.

L’unité identifie et centralise les contributions aux consultations interservices (CIS) provenant d’autres directions générales (DG) de la Commission qui sont complémentaires à la politique de concurrence et qui contribuent à la réalisation des objectifs plus larges consistant à stimuler une croissance forte et durable, à renforcer la compétitivité et à améliorer le fonctionnement des marchés pour les consommateurs, les entreprises et la société.

L’unité contribue également au dialogue interinstitutionnel en coordonnant les contributions de la DG Concurrence et les relations avec les autres institutions de l’Union Européenne.

Nous proposons un travail intéressant et stimulant dans un environnement jeune, dynamique, professionnel et amical.

Les tâches consistent à:

* Réaliser le suivi, l’examen et l’analyse de l’évolution des politiques de la Commission, notamment en ce qui concerne les domaines prioritaires de l’unité, en vue de leur intégration dans les stratégies de la DG;
* Définir et défendre activement les orientations politiques de la DG vers d’autres DG et développer un réseau en tant que partenaire en amont avec les autres DG;
* Coordination et contribution aux consultations interservices en vue de l’identification et de l’analyse, au niveau de la DG, des principaux défis stratégiques:
* faire office de point de contact central pour le Secrétariat Général et les autres DG partenaires et être responsable de l’envoi des CIS dans l’ensemble de la DG pour les thèmes directement liés aux compétences de base du COMP,
* contribuant activement aux CIS allant au-delà de la politique de concurrence, notamment la stratégie numérique, la stratégie en matière de politique industrielle, le Pacte Vert, la stratégie pour le marché intérieur et la fiscalité numérique.

L’unité propose une atmosphère de travail conviviale et stimulante, de manière intégrée, travaillant généralement, mais pas exclusivement, sous la forme de petites équipes, tout en bénéficiant d’un degré élevé d’autonomie et de responsabilité.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : : économie, sciences politiques, droit.

Expérience professionnelle

Le/la candidat/e idéal/e possède une connaissance solide en droit ou en économie, et de bonnes capacités de rédaction et de communication, ainsi qu’un un sens aigu de l’initiative. L’expérience acquise dans le domaine des politiques communautaires notamment sur les politiques liées au numérique, au marché unique et à l’accord vert est un atout.

Il/elle doit être capable de travailler de manière indépendante et au sein d’une équipe, de posséder de bonnes capacités d’analyse et de rédaction, de communiquer efficacement et de travailler en fonction de contraintes de temps et de pressions.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Comme l'anglais est la langue principale, une très bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit est demandée. Une bonne connaissance du français et/ou d'autres langues communautaires est un atout.

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,…). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.

1. Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END). [↑](#footnote-ref-1)